

Taxes sur les carburants : La colère gronde dans tous les corps de métier et chez les salariés

Les trois Chambres consulaires rendent compte de leurs mécontentements



Taxes sur les carburants : La colère gronde dans tous les corps de métier et chez les salariés

Il faut croire que cela va mal, même très mal, pour que les trois présidents des Chambres consulaires, Rémi Branet (CCI), Guy Sorbadère (Chambre des métiers) et Bernard Malabirade (Chambre d'agriculture) fassent front commun avec autour de ces derniers, Corinne Favarel, la présidente de l'Union professionnelle des artisans, Christophe Dartus, président départemental du CNPA (Conseil national des professions de l'automobile), Michel Nascimbène, (président de la SMECSO), Stéphane Aïo, (entreprise de transport), et Jean-Philippe Johan, (assureur pour le compte des professions libérales). Il s'agit pour ces derniers de dénoncer suite à la hausse des taxes sur le carburant, les impacts négatifs sur le développement économique du département et sur les salariés.

Rémi Branet n'y va pas par quatre chemins en affirmant « qu'on leur met des semelles de plomb » aux artisans, aux transporteurs, au secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), aux infirmières libérales, aux aides ménagères ... enfin bref à toutes les entreprises et tous les salariés qui ont besoin d'un véhicule pour travailler ou aller au travail, «lesquels sont taxés sur les trajets, on leur pique de l'argent dans leur poche pour aller travailler ». Comme par exemple entre autre les représentants de commerce qui outre la hausse du prix des carburants ont peur de se faire piéger en plus par la limitation de vitesse à 80 km/h en perdant des points sur leur permis de conduire, « ils sont en stress permanent ».

Et Michel Nascimbène de rajouter « qu'aujourd'hui ses employés qui faisaient 8 maintenances par jour ne peuvent en faire que 7. Quant au poste gasoil celui-ci se voit augmenté de 40 000 euros sur l'année. Le travail au noir a de bons jours devant lui ».

Pour les taxis, Corinne Favarel rapporte que selon les dires d'Isabelle Péreira, présidente des taxis du Gers, « la profession suite à l'augmentation des taxes sur le carburant est carrément au fond du trou en effectuant quasiment 100 000 km pour du médical dont les tarifs sont gelés depuis 3 ans ».

Guy Sorbadère fait remarquer « que les entreprises sont les premiers collecteurs de l'impôt pour l'Etat. Nous avons beaucoup d'inquiétudes car ne sait pas où on va avec ce prélèvement à la source et l'augmentation du gasoil. Je me demande comment vont réagir les salariés. Les mesures actuelles sont faites pour les démotiver à la mobilité ».

Bernard Malabirade estime que « la France n'a pas su prendre les bonnes décisions pour la transition énergétique à contrario de l'Allemagne qui depuis de nombreuses années a installé des milliers de méthaneiseurs. Nous ne sommes pas contre la transition énergétique mais nous avons l'impression qu'il s'agit de remplir les caisses d l'Etat. Il faut prendre le temps pour la mettre en place ».

Christophe Dartus est remonté à bloc contre la taxe CO2 « qui est un frein au commerce des véhicules neufs et d'occasions. Cette taxe peut aller jusqu'à 22 000 euros pour un véhicule ». De son côté Stéphane Aïo, propriétaire d'une flotte de 60 poids lourds, dévoile « qu'il y a une recrudescence de vols de gasoil, c'est exponentiel. Toutes les semaines sur route et autoroute nous sommes volés par des gens qui n'hésitent pas à crever les réservoirs. Nous allons dans le sens de la sous-traitance avec des transporteurs étrangers ».

Reste maintenant à savoir si cette initiative gersoise de réunir les présidents des Chambres consulaires sera suivie d'effets au niveau national.



Rémi Branet entouré de Guy Sorbadère et Bernard Malabirade.



Ont assisté à la conférence de presse: Jean Philippe Johan, Christophe Dartus, Michel Nascimbène, Corinne Favarel, et Guy Sorbadère.



Rémi Branet, Bernard Malabirade et Stéphane Aïo.